



france**télévisions**

Intersyndicale France 3 Midi-Pyrénées

« Dégradation générale des relations dans le travail et risques majeurs de conflits entre salariés ! »

C'est l'alerte lancée par les élus DP le 8 juin dernier à France 3 Midi-Pyrénées. Il aura fallu deux semaines et toute l'insistance des élus, pour qu'une réunion avec la direction se tienne enfin le jeudi 22 juin à 17h30. Le directeur régional voulait bien nous rencontrer en urgence, mais seulement avec toute son équipe de direction, au grand complet !

RRH, responsable financier, déléguée aux programmes, chef de centre et rédacteur en chef, sauf la déléguée au numérique et le délégué à la communication... !

Face à ces 6 membres de la direction, 6 élus représentant les personnels ont relayé les faits les plus graves relevés ces derniers mois : tensions, engueulades, injures et expressions de mépris à l'encontre de certains salariés mais aussi entre les cadres eux-mêmes. Malheureusement, les réponses n'ont pas été pour l'instant à la hauteur des attentes, vu la situation.

Ce 22 juin, nous avons plutôt l'impression d'assister à un procès sans défense possible.

Les faits sont pourtant là, et les élus égrènent à l'oral une liste synthétique des événements les plus graves. Une succession d'étincelles, plus ou moins bien gérées par la direction qui amènent aujourd'hui à cette « dégradation générale ».

Mais au lieu de prendre de la hauteur à l'écoute des témoignages, le directeur régional nous place en situation de confrontation face à ses cadres. Lorsque les faits rapportés sont difficiles à entendre, certains responsables de service contestent la véracité des faits. Pire laissent entendre que les élus mentent. Et le directeur laisse dire...

Compte-rendu de séance :

- À la question de l'interdiction d'évacuer suite au début d'incendie en régie son, le chef de centre répond : « Je n'ai pas interdit l'évacuation. J'ai seulement dit, on n'évacue pas ».
- À la question du manque de temps de préparation pour les élections, le même chef de centre rétorque que « personne, hormis les électros, n'a demandé de moyens supplémentaires »...
- À la demande de mettre en place des réunions de service tous les mois pour les vidéos, il est répondu : « Mais bien sûr que si, les vidéos ont déjà des réunions de service tous les mois ».
- À la question pourquoi avoir dénigré le travail des OPS devant une quinzaine de témoins au moment du débriefing sur l'opération Luchon la réponse : « ce n'est pas vrai, je n'ai dénigré personne »...

Alors que faut-il fournir comme preuves pour pouvoir être entendu : ADN, enregistrements audios ou vidéos, écoutes téléphoniques ???

Aux problèmes évoqués pour la rédaction, le rédacteur en chef répond par la mise en cause de comportements individuels selon lui non professionnels ! Des arguments à côté de la plaque.

Et quand nous avons évoqué des pistes de solutions, ce qui nous a été proposé ne nous a pas semblé non plus à la hauteur :

Du côté du responsable financier, on a eu droit à un rappel des contraintes budgétaires et de réduction d'emplois... et même que ça serait pire à l'avenir ! Pas de quoi avancer dans la résolution des problèmes concrets.

La RRH nous a annoncé une charte du « Bien vivre ensemble au travail »... mais nous attendons des améliorations dans l'organisation, pas seulement de belles paroles, de beaux écrits !

Pour ne pas en rester sur cette confrontation détestable dans sa forme, nous avons proposé à la direction de se revoir pour lister les solutions permettant de sortir de ce malaise au travail éprouvé par un grand nombre de salariés et que rien ne vient endiguer.

Il faut d'abord la reprise d'un vrai dialogue entre cadres et salariés, l'écoute des expressions de besoins techniques et humains avant de boucler un projet d'émission...

La liste est ouverte, si vous avez des idées, faites-les remonter. La direction nous a proposé une réunion le 5 juillet. Espérons que cette fois la direction régionale sera réellement à l'écoute pour mettre en œuvre un véritable plan d'actions à partir des pistes proposées.

Toulouse, le 03 juillet 2017